



RCS : AGEN

Code greffe : 4701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AGEN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 00041

Numéro SIREN : 529 770 646

Nom ou dénomination : FONROCHE GEOTHERMIE

Ce dépôt a été enregistré le 31/08/2015 sous le numéro de dépôt 2984

FONROCHE GEOTHERMIE
Société par Actions Simplifiée au capital de 2.010.000 €
Siège social : ZAC des Champs de Lescaze – 47.310 Roquefort
529 770 646 RCS AGEN

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 28 AOUT 2015

L'an deux mille quinze, et le vingt huit août, au siège social, à 9 heures,

La société FONROCHE ENERGIE, société par actions simplifiée au capital de 58.922.763 € ayant son siège social ZAC des Champs de Lescaze à Roquefort (47.310), immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Agen sous le numéro 500 661 806, représentée par Monsieur Yann MAUS, son Président,

La société FONROCHE ENERGIE étant associé unique de la société FONROCHE GEOTHERMIE (ci-après désignée la « **Société** »),

I - A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

- A- Dans le cadre du projet FONGEOSEC, le montant des capitaux propres la Société doit être au minimum égal aux montants des aides financières versées par l'ADEME. Par conséquent, pour répondre aux directives de l'ADEME, permettant l'obtention des subventions, le capital social de la société Fonroche Géothermie doit être augmenté.
- B- La société doit procéder à une augmentation de son capital social d'un montant de 1.200.000 € par incorporation du compte courant d'associé détenu par l'associé unique sur la Société. Le capital social de la Société d'un montant de 2.010.000 €, s'élèvera, après augmentation, à un montant de 3.210.000 €.

L'Associé Unique prend acte que la société CQFD AUDIT, Commissaires aux comptes, a été préalablement informée de la date et de l'ordre du jour des présentes décisions.

L'Associé Unique prend acte que les décisions ci-dessous ont fait l'objet d'une autorisation préalable du Comité Stratégique de la société FONROCHE ENERGIE conformément aux dispositions de l'Article 2.1. (f) du Pacte d'Actionnaires en date du 16 avril 2010 conclu entre M. Yann MAUS, M. Daniel ARNAULT et la société LEGENDRE HOLDING 25.

II - A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- Lecture du rapport du Président,
- Arrêté des comptes établi par le Président et certifié exact par les Commissaires aux comptes sur le fondement de l'article R. 225-134 du Code de commerce,
- Décision d'augmentation de capital, d'un montant de 1.200.000 € pour le porter de 2.010.000 € à 3.210.000 € par création de 80.000 actions nouvelles émises au pair,
- Constatation de la souscription des actions nouvelles et de la libération des souscriptions,
- Réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Décision à prendre concernant la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues à l'article L 225-129-6 du Code de commerce,
- Modification corrélative de l'article 7 – Capital Social des statuts de la Société,
- Délégation de pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique,

- Après avoir pris connaissance du rapport du Président et constaté que le capital social est entièrement libéré,
- Décide d'augmenter le capital social d'un montant de 1.200.000 euros par création de 80.000 actions nouvelles émises au pair.

La souscription sera libérée par incorporation du compte-courant d'associé détenu par la société Fonroche Energie.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique,

- Après avoir pris connaissance de l'arrêté de comptes en date du 27 août 2015 établi par le Président et certifié exact par les Commissaires aux comptes sur le fondement de l'article R. 225-134 du Code de commerce,
- Après avoir pris connaissance du bulletin de souscription par lequel l'Associé Unique a souscrit la totalité des 80.000 actions émises et a intégralement libéré sa souscription en numéraire par incorporation du compte courant d'associé à hauteur de 1.200.000 € détenu par la société Fonroche Energie,
- Constate que l'augmentation de capital est définitivement réalisée ce jour et que le capital social s'élève désormais à 3.210.000 €.

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique,

- Après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital réservée aux salariés,
- Après avoir pris connaissance de la proposition de résolution du Président visant à réserver aux salariés adhérant à un plan épargne d'entreprise une augmentation de capital à hauteur d'un montant nominal maximum de 36.000 € correspondant à 3 % du montant de l'augmentation de capital principale,
- Après avoir pris acte de la proposition de délégation des pouvoirs suivants au Président :
 - Arrêter la date et les modalités des émissions réalisées en vertu de la délégation en conformité avec les prescriptions légales et statutaires, notamment fixer le prix de souscription, les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les dates de jouissance, les délais de libérations des actions,
 - Constater la réalisation des augmentations de capital successives à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites,
 - Accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités,
 - Apporter les modifications aux augmentations du capital social réservées aux salariés,
 - Et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire en vue de la réalisation définitive de l'augmentation ou des augmentations successives du capital social.

Décide, sur proposition du Président et en application des dispositions de l'article L225-129-6 du Code de commerce, de rejeter l'augmentation du capital social par émission d'actions réservées aux salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du Code de commerce.

QUATRIEME DECISION

En conséquence, l'Associé Unique décide de modifier, ainsi qu'il suit la rédaction de l'article 7 des statuts de la Société :

« Article 7 – Capital Social :

Le capital social est fixé à TROIS MILLIONS DEUX CENT DIX MILLE EUROS (3.210.000) euros.

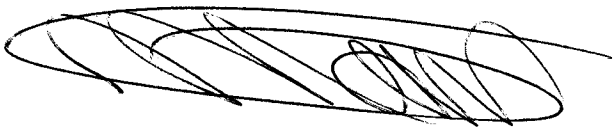
Il est divisé en 214.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 15 euros chacune de même catégorie. »

CINQUIEME DECISION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'associé unique et répertorié sur le registre des décisions de l'associé unique.

L'associé unique
La société FONROCHE ENERGIE
Représentée par Monsieur Yann MAUS



Enregistré à : SIE D'AGEN

Le 31/08/2015 Bordereau n°2015/982 Case n°8

Enregistrement : 500 €

Total liquidé : cinq cents euros

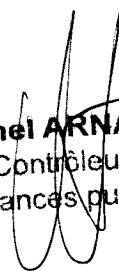
Montant reçu : cinq cents euros

Le Contrôleur des finances publiques

Ext 3283

Pénalités :

Michel ARNAUD
Contrôleur
des finances publiques



SAS FONROCHE GEOTHERMIE

ZAC des Champs de Lescaze

47310 ROQUEFORT

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
RELATIF A L'EXACTITUDE DE L'ARRETE DE COMPTE**

Assemblée du 28 Août 2015

Monsieur l'associé unique,

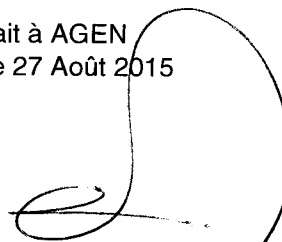
En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en application de l'article R.225-134 du code de commerce, nous avons procédé au contrôle de l'arrêté de compte au 27 Août 2015, tel qu'il est joint au présent rapport. Cet arrêté de compte a été établi par votre Président le 27 Août 2015.

Il nous appartient sur la base de nos travaux d'en certifier l'exactitude.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à vérifier que la créance concernée est certain dans son existence et déterminé dans son montant.

Nous certifions l'exactitude de cet arrêté de compte s'élevant à un montant de deux millions quatre cent trente-neuf mille neuf cent soixante-dix euros et soixante-dix-neuf centimes (2 439 970,79 €).

Fait à AGEN
Le 27 Août 2015



CQFD AUDIT
Christophe DOMENGES
Commissaire aux Comptes

CQFD AUDIT

48, rue de Cartou - 47000 AGEN -
SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE D'AGEN,

SARL au Capital de 1 000 EUROS - Registre du Commerce et des Sociétés AGEN B 492 622 295- APE 6920 Z - SIRET 492 622 295 00011

FONROCHE GEOTHERMIE
Société par actions simplifiée au capital de 2.010.000 €
Siège social : ZAC des Champs de Lescaze – 47 310 Roquefort
529 770 646 RCS AGEN

ARRETE DU MONTANT DE L'ENCOURS DE L'AVANCE EN COMPTE COURANT D'ASSOCIE
CONSENTIE A LA SOCIETE PAR FONROCHE ENERGIE

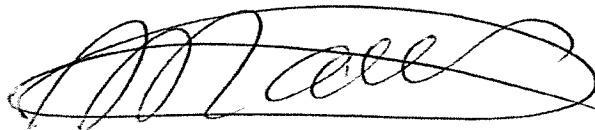
Je soussigné, **Yann Maus**, agissant en qualité de représentant de la Société Fonroche Energie, Président de la Société Fonroche Géothermie (ci-après la « Société »),

Arrête ainsi qu'il suit le montant de l'encours de l'avance en compte courant d'associé consentie à la Société par son associé unique Fonroche Energie, à la date du 27 août 2015 :

Prêteur	Montant de la créance		
	<i>Nominal</i>	<i>Intérêt courus</i>	<i>Total</i>
Fonroche Energie	2.439.970,79 €	0 €	2.439.970,79 €

Dans le cadre de l'augmentation du capital social de la Société, l'apport en compte courant est uniquement du montant de 1.200.000 €.

Fait à Roquefort, le 27 août 2015.



La Société Fonroche Energie
Représentée par Yann Maus

FONROCHE GEOTHERMIE
Société par actions simplifiée au capital de 2.010.000 €
Siège social : ZAC des Champs de Lescaze – 47 310 Roquefort
529 770 646 RCS AGEN

ARRETE DU MONTANT DE L'ENCOURS DE L'AVANCE EN COMPTE COURANT D'ASSOCIE
CONSENTIE A LA SOCIETE PAR FONROCHE ENERGIE

Je soussigné, **Yann Maus**, agissant en qualité de représentant de la Société Fonroche Energie, Président de la Société Fonroche Géothermie (ci-après la « **Société** »),

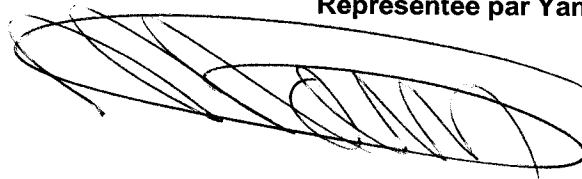
Arrête ainsi qu'il suit le montant de l'encours de l'avance en compte courant d'associé consentie à la Société par son associé unique Fonroche Energie, à la date du 27 août 2015 :

Prêteur	Montant de la créance		
	Nominale	Intérêt courus	Total
Fonroche Energie	2.439.970,79 €	0 €	2.439.970,79 €

Dans le cadre de l'augmentation du capital social de la Société, l'apport en compte courant est uniquement du montant de 1.200.000 €.

Fait à Roquefort, le 27 août 2015.

La Société Fonroche Energie
Représentée par Yann Maus



510815 15 H 2484

FONROCHE GEOTHERMIE
Société par Actions Simplifiée au capital de 3.210.000 €
Siège social : ZAC des Champs de Lescaze - 47.310 Roquefort
529 770 646 RCS AGEN

**STATUTS MIS A JOUR
EN DATE DU 28 AOUT 2015**



SAS FONROCHE ENERGIE
Représentée par
M. Yann MAUS
Le 28 Août 2015

FONROCHE GEOTHERMIE
Société par Actions Simplifiée au capital de 3.210.000 €
Siège social : ZAC des Champs de Lescaze - 47.310 Roquefort
529 770 646 RCS AGEN

LA SOUSSIGNEE :

■ **SAS FONROCHE ENERGIE**

ZAC DES CHAMPS DE LESCAZE

47 310 ROQUEFORT

Immatriculée au RCS d'AGEN sous le n° 500 661 806

Société par actions simplifiée au capital social de 58.922.762,62 euros

Représentée par Monsieur Yann MAUS en sa qualité de Président

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'il a décidé d'instituer :

I – FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1 – Forme

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables à cette forme sociale, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 – Objet

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- **l'étude de système de géothermie et leur commercialisation auprès de toute clientèle**
- la prise de participation ou d'intérêt directement ou indirectement, dans toutes sociétés ou autres entités exerçant dans le domaine de la production, du stockage, de la distribution, de la mesure, de la certification ou de l'économie d'énergie, et notamment celle produite à partir d'énergies renouvelables telles que l'énergie issue de la géothermie ainsi que la gestion et l'animation, sous toutes formes et par tous moyens appropriés, de telle prise de participation ou d'intérêt
- l'acquisition, la vente, l'exploitation, la gestion, le développement et la construction de centrales de production d'énergie, qu'elles soient opérationnelles ou en cours de développement
- l'octroi ou la prise en location de toutes installations de production, de stockage, de distribution, de mesure, de certification ou d'économie d'énergie
- l'acquisition, la vente, la location, l'occupation de tous biens mobiliers ou immobiliers
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités
- le conseil en gestion de patrimoine et défiscalisation
- et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Et d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés à réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

Article 3 – Dénomination sociale

La société a pour dénomination sociale « Société par actions simplifiée FONROCHE GEOTHERMIE » (SAS FONROCHE GEOTHERMIE).

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à ZAC des Champs de Lescaze – 47 310 ROQUEFORT.

Il peut être transféré en tous lieux par décision de l'actionnaire unique.

Si la société vient à comporter plusieurs actionnaires, le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le président. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social résulte d'une décision collective des actionnaires prise par l'actionnaire unique.

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

II – APPORTS – CAPITAL SOCIAL – FORMES DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS – TRANSMISSION DES ACTIONS

Article 6 – Apports

A la constitution de la société, l'actionnaire unique, soussigné, a apporté une somme en numéraire de Mille Cinq Cent euros (1 500 €) correspondant à Cent (100) actions au nominal de Dix euros (15 €) souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi que l'atteste le certificat établi le 11 janvier 2011 par la banque Populaire Occitane –Agence d'Agen, certifiant que la somme de Mille Cinq Cent euros (1 500 €) a été déposée, pour le compte de la société en formation, à la banque susvisée.

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à TROIS MILLIONS DEUX CENT DIX MILLE EUROS (3.210.000) euros.

Il est divisé en 214.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 15 euros chacune de même catégorie.

Article 8 – Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision unilatérale de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Article 9 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la société à tout actionnaire qui en fait la demande.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 – Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'actionnaire unique ou les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant des apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 11 – Transmission des actions

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les 30 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi par un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les cessions d'actions consenties par l'actionnaire unique, à titre onéreux ou gratuit, ainsi que les transmissions par voie de succession ou de liquidation de communautés s'opèrent librement.

Article 12 – Agrément

1. En cas de pluralité d'actionnaires, les actions de la société ne peuvent être cédées à titre onéreux, y compris entre actionnaires, qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptées à la majorité des actionnaires.

2. La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur, s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.
Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.
3. La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la demande visée au point 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.
Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.
4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
 - a) En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 30 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément est caduc.
 - b) En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de 3 mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

III – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE – CONTRÔLE – CONVENTIONS REGLEMENTEES

Article 13 – Président de la société

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne morale ou physique, actionnaire ou non de la société. Le président, personne morale, est représenté par ses dirigeants sociaux.

Le président est nommé par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Au cours de la vie sociale, le Président est renouvelé, remplacé et nommé par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prises à la majorité simple.

Le président est nommé sans limitation de durée. Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir l'actionnaire unique ou les actionnaires deux mois au moins à l'avance.

Le président est révocable pour motifs graves par décision de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par décision des actionnaires statuant à la majorité prévue à l'article 17.2 des présents statuts.

La rémunération du président est fixée par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts à l'actionnaire unique ou aux décisions collectives des actionnaires.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 14 – Directeur Général

Le Président peut demander aux associés de désigner une ou plusieurs personne(s) qu'il lui propose aux fins de l'assister à titre de Directeur(s) Général (aux).

Chaque Directeur Général est nommé pour une durée fixée par les associés statuant aux conditions des assemblées générales ordinaires, son mandat étant révocable par les associés pour juste motif et dans les mêmes conditions de majorité.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

La rémunération du Directeur Général est fixée par les associés statuant aux conditions des assemblées générales ordinaires, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail qui est fixée par le Président.

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction et de représentation de la Société que le Président.

En outre, le ou les Directeurs généraux peuvent, sur délégation du Président, représenter la Société à l'égard des tiers dans la limite de ladite délégation, étant précisé que la Société sera engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que

le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le Président peut confier à des mandataires, administrateurs ou non, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer des pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

Article 15 – Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

Article 16 – Commissaires aux comptes

Si les conditions légales sont réunies, le contrôle légal de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires.

Article 17 – Conventions entre la société et les dirigeants

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, actionnaire unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'actionnaire unique.

Lorsque l'actionnaire unique n'est pas dirigeant de la société, les conventions conclues par le président sont soumises à son approbation.

Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires, la procédure de contrôle est celle prévue par l'article L.227-10, alinéas 1 et 2 du code de commerce

IV – DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE OU DES ACTIONNAIRES

Article 18 – Décisions de l'actionnaire unique ou des actionnaires

18.1 Décisions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à la collectivité des actionnaires lorsque la société comporte plusieurs actionnaires. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

L'actionnaire unique prend les décisions concernant les opérations suivantes :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Nomination et révocation du président ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Dissolution de la société ;
- Augmentation et réduction du capital social ;
- Fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- Toutes autres modifications statutaires.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'actionnaire unique sont constatées dans un registre côté et paraphé.

18.2 Décisions collectives des actionnaires

Si la société comporte plusieurs actionnaires, les seules décisions qui relèvent de la compétence des actionnaires sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des actionnaires. Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Dans ce cas, les décisions collectives des actionnaires sont prises, sur consultation du président, par procès verbal de décision, lequel mentionne la communication préalable de l'ensemble des informations et documents permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité en application de l'article L.227-19 du code de commerce ou des dispositions des présents statuts requérant une majorité spécifique, les décisions collectives sont adoptées à la majorité de plus de la moitié des actions.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

V – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – BENEFICES – DIVIDENDES

Article 19 – Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2011.

Article 20 – Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit également les comptes annuels, un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et les activités en matière de recherche et de développement, ainsi que, le cas échéant, des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe.

L'actionnaire unique ou les actionnaires par voie de décision collective, approuvent les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes dans un délai de 6 mois à compter de la clôture de chaque exercice.

Article 21 – Affectation et répartition des résultats

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de 5% pour constituer la réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

La part attribuée aux actions sur ce bénéfice est déterminée par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

L'actionnaire unique ou la décision collective des actionnaires peut également décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves disponibles en

indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, il peut être décidé d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

VI – DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 22 – Dissolution – Liquidation

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul actionnaire personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires ou un actionnaire unique personne physique, la dissolution entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 23 – Contestations

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Article 24 – Nomination des premiers commissaires aux comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants sont désignés par l'associé unique pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixées par la loi.

Article 25 – Engagements pour le compte de la société en formation

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires, ledit état est annexé aux présents statuts.

Article 26 – Début d'activité

Le début d'activité de la société est fixé au **15 janvier 2011**.

Article 27 – Publicité

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

Article 28 – Déclaration pour l'enregistrement

L'enregistrement des présentes est requis gratuitement conformément aux dispositions de l'article 810Bis du Code Général des Impôts.

Fait à Roquefort le 28/08/2015

La société FONROCHE ENERGIE
Représentée par M. Yann MAUS

